L'Anarcho-syndicaliste n°75
mars1968
Union des Anarcho-Syndicalistes

ACCORD F.G.D.S.-P.C.F.

OU FRONT UNIQUE A L'INTÉGRATION DANS L'ÉTAT DES ORGANISATIONS DE LA CLASSE OUVRIÈRE ...

1 - LE FRONT UNIQUE:

Bref rappel historique:
Le FRONT UNIQUE REVOLUTIONNAIRE proposé par les SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES regroupait:
- les Mencheviks internationalistes,
- les Socialistes révolutionnaires de gauche,
- les Social-démocrates internationnalistes,
- le Parti socialiste polonais,
- le Parti social-démocrate ouvrier juif.

Cet appel disait :*"Le gouvernement constitué par une partie du CONGRES des SOVIETS sur base du coup d'état accompli à PETROGRAD est purement BOLCHEVIK. Il ne trouve pas un soutien dans toute la démocratie organisée et, reconnu par un seul parti, il est privé d'appui suffisant dans le pays...*
Nousadressons aux deux corps de la démocratie la sommation énergique de rétablir le FRONT UNIQUE REVOLUTIONNAIRE afin que la révolution ne soit pas noyée dans le sang des soldats des ouvriers et des paysans".

Le comité central du Parti bolchevik (réuni en l'absence de LENINE et de TROTSKl) à l'unanimité des présents reconnut nécessaire d'élargir la base du gouvernement.

LENINE remit en question ce compromis avec les S.R. de gauche et rédigea un ultimatum de la majorité du comité central à la minorité.

Le 17 novembre, KAMENEV, RYKOV, MILIOUTOV, ZINOVIEV et NOGVINE démissionnent du comité central; ils déclarent:
"Nous sommes convaincus de la nécessité de constituer un gouvernement socialiste de tous les partis SOVIETIQUES... En dehors de cette voie, il n'en reste qu'une, la conservation d'un gouvernement purement BOLCHEVIK par les moyens de la terreur politique".

L'histoire devait malheureusement leur donner raison. Les S.R. de gauche ne se relevèrent pas de la répression lancée contre eux en Juillet 1918. Ceux qui survécurent aux crimes de la Tchéka furent liquidés par les grandes purges de 1937.

LE FRONT PROLETARIEN:

Après la liquidation des S.R. et de toutes les minorités révolutionnaires (SOVIET de CRONSTADT), les BOLCHEVIKS reprirent à leur compte le mot d'ordre de FRONT UNIQUE.

Ce fut ZINOVIEV lui-même qui l'expliqua aux délégués de la 3ème internationale le 4 décembre 1921: *"Sans doute leurs aspirations* (aux masses) *ne sont-elles pas toujours nettement formulées, mais il est certain qu'elles tendent impérieusement à la création d'un FRONT PROLETARIEN UNIQUE, et la formation par les PARTIS de la 2ème internationale et les SYNDICATS d'Amsterdam alliés aux communistes d'un bloc*

puissant contre lequel viendrait se briser l'offensive patronale...".

RADEK, commentant une lettre ouverte au parti communiste allemand et aux syndicats réformistes écrit: *"Il est vrai que le P.C. se bornait à proposer une action sur la base des revendications les plus immédiates".*

Et l'appel aux prolétaires de tous les pays de JANVIER 1922 disait: *"Vous n'osez pas engager encore de nouvelles batailles, ralliez-vous du moins pour défendre votre existence quotidienne... pour conquérir plus de pain et la paix... pour cette action ne formez qu'un FRONT UNIQUE".*

LE FRONT POPULAIRE: un programe rabougri. (1)

L' idée d'un plan de la "gauche" revient au social-démocrate belge Henri de Man qui créa ainsi un néologisme: LE PLANISME.

Il s'agissait, s'inspirant tout à la fois du PLAN élaboré en 1934 au congrès de Toulouse par la S.F.I.O, et du plan de la C.G.T., de promouvoir un certain nombre de NATIONALISATIONS: Crédit, Assurances, Chemins de fer, fabrications de guerres, mines, électricité. Ces mesures, hardies en apparence, avaient un côté trompe-oeil, car leur exécution intégrale était une question de RAPPORT DE FORCE entre... Bourgeoisie et Prolétariat.

Avait-on en vue des Nationalisations dans le cadre du REGIME CAPITALISTE, ou, après une prise de POUVOIR, par les travailleurs?

Les résultats de l'opération, les bénéfices qu'en tireraient les masses populaires devaient, de toute évidence, être, dans l'un et l'autre cas, totalement différents.

A la fin de 1935 ces REFORMES DE STRUCTURES, si aléatoires fussent-elles, furent jugées trop audacieuses pas les RADICAUX-SOCIALISTES et leurs alliés COMMUNISTES.

JACQUES DUCLOS expliqua dans "L'HUMANITE" que les radicaux avaient raison de s'opposer à ce qu'on les inscrivît dans le futur PROGRAMME de FRONT POPULAIRE. VINCENT AURIOL à la S.F.I.O., plaida aussi cet abandon par le Front Populaire.

Le programme publié le 18 Janvier 1936 était en conséquence d'une insuffisance criante, il réclamait un certain nombre de palliatifs, destinés notamment à résorber la CRISE ECONOMIQUE.

L'opposition de la "GAUCHE REVOLUTIONNAIRE" fut neutralisée par la géniale dialectique de LEON BLUM:

"L'exercice du POUVOIR ne serait qu'une simple occupation des organismes gouvernementaux. Le gouvernement socialiste se placerait dans la situation d'un GERANT LOYAL qui s'efforcerait de tirer du régime le maximum de justice sociale compatible avec les institutions.... Jamais au grand jamais les socialistes installés au gouvernement n'en profiteraient pour transformer "l'exercice" en "conquête" ils étaient trop gentilhommes pour se permettre une telle escroquerie." **(2)**

Lorsque la "gauche" fut au POUVOIR, les ouvriers occupant les usines, intoxiqués par la dialectique blumiste et la lâcheté des communistes ne remirent jamais en question la PROPRIETE du CAPITALISME. Comme leurs maîtres "gérants loyaux", les ouvriers restèrent les exécutants loyaux du capitalisme.

LES CRITERES DU FRONT UNIQUE ET DU FRONT POPULAIRE:

A des époques différentes et dans des pays différents nous retrouvons les mêmes critères:

1- Exclusion des minorités révolutionnaires:
   - 1922: les SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES de GAUCHE,
   - 1936: la GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (SFIO).

2- La restriction du programme:
   - 1922: déclaration de l'Internationale communiste,
   - 1936: le programme rabougri allant des COMMUNISTES aux RADICAUX-SOCIALISTES.

(1) "FRONT POPULAIRE,REVOLUTION MANQUEE", DANIEL GUERIN (1963).
(2) DISCOURS DE LEON BLUM A LA BELLEVILLOISE (10 Janvier 1936).

3- L'intégration de la classe Ouvrière:

- 1922: par le Front Unique PARTI-SYNDICATS,
- 1936: par l'illusion du parlementarisme et la dialectique blumiste sur “l’exercice du pouvoir" alors que les conditions étaient réunies pour le SOCIALISME.

2- L’accord F.G.D.S.-P.C.F.:

Nous allons voir que l’ACCORD F.G.D.S.-P.C.F. réunit lui aussi tous ces critères avec une régression très nette dans tous les domaines découlant de l'absence totale de coordination des luttes de la classe ouvrière.

Exclusion des minorités révolutionnaires :

- Contrairement au PARTI BOLCHEVIK de 1917 le rapport majorité-minorité ne se pose plus, le monolithisme du PARTI est total.

- La "gauche révolutionnaire" exclue de la S.F.I.O. ne se retrouve plus. Chaque expérience de ce genre se termine par l’exclusion (1947).

- Il est évident que l'absence de minorités révolutionnaires a facilité encore cette régression.

La restriction du programme:

L'ACCORD FGDS-PCF se limite à une critique d'ailleurs modérée de la GESTION GAULLISTE laissant entendre que le chômage est le résultat d'une mauvaise gestion de l'Economie.

Restant dans le cadre du régime capitaliste, l'accord se propose d'assurer la relève du gaullisme par une autre forme de gestion sur des objectifs démocratiques rejoignant ainsi la thèse blumiste de la "gestion loyale du capitalisme".

Prisonniers du système, les dirigeants de la gauche seront aussi prisonniers des conditions économiques du moment qui ressemblent à s’y méprendre à celles des années 30. Et, si le chômage est moindre, il touche des couches nouvelles de la population: en particulier les jeunes ce qui n'est pas évidemment un facteur de paix sociale.

La FGDS et le PCF considèrent (séparément dans l'accord) qu'en raison des possibilités de l'ECONOMIE aucun salaire ou traitement mensuel ne doit être inférieur à 600 FRANCS pour la durée moyenne du travail (45 heures environ).

La FGDS se proposant de lier l'expansion à la hausse salariale jusqu'au niveau de 600 FRANCS. Plus loin les 2 parties conviennent que l’extension du chômage total et partiel rend plus urgente la nécessité d’une réduction de la durée du travail rendue possible par l'accroissement de la PRODUCTIVITE.
Nous sommes loin de l’applicat ion de la loi sur les 40 heures.

Quant aux NATIONALISATIONS la FGDS propose celle des Banques d'Affaires, le PCF celle des Banques d'affaires et de dépôts ainsi que des principales compagnies d'assurances.

L'intégration de la classe ouvrière:

L'intégration se fait en 3 phases: 1- Politique; 2- Economique; 3- Sociale.

- L'INTEGRATION POLITIQUE.: Par l'illusion parlementaire les partis "ouvriers" étant au gouvernement l'ouvrier attendra de celui-ci toute amélioration de son sort (cette illusion n'excède pas heureusement 1 ou 2 ans).

- L'INTEGRATION ECONOMIQUE: par la place faite aux travailleurs dans la démocratisation du PLAN.

PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX: TITRE III: OBJECTIFS et MOYENS D'UNE POLITIQUE DEMOCRATIQUE; B- LES MOYENS; CHAPITRE 5: *"La démocratisation du plan s'établit:sur l'intervention*

des travailleurs et des consommateurs aux différents niveaux et aux différentes étapes (conception, élaboration, exécution et contrôle)....

Chapitre 8: *"La participation à l'entreprise publique et nationale permet aux travailleurs de défendre leur statut et d'établir leurs droits, de peser sur l'orientation et l'activité de l'Entreprise. Elle implique l'élargissement des pouvoirs des Syndicats et des Comités d'Entreprise. Elle se traduit par la présence., dans le Conseil d'Administration des représentants de l'Etat, des travailleurs, et des usagers ou consom-mateurs; elle s'établit sur le principe de l'autonomie de gestion.*

Dans l'entreprise privée, les droits de contrôle des travailleurs et la préparation à leurs responsabilités futures s'établissent par la généralisation des comités d'entreprises, l'extension de leurs attributions et la liberté de fonctionnement des syndicats. Ils impliquent l'ouverture des comptes des entreprises.

Les représentants des deux formations réaffirment que la participation effective des masses (travailleur ou consommateur) aux différentes activités de la vie professionnelle et nationale, de l'entreprise, de la localité, de la région, ou de l'Etat, constitue en principe, un objectif et un moyen de la démocratie)".

Dans l'étude faite dans "TEMOIGNAGE CHRETIEN" Régis Paranque écrit.: *"Le P.C. ne veut pas se poser la question de savoir quel est le mode de GESTION le plus efficace et le mieux: adapté à une époque qui est bien différente de celle à laquelle fut conçu le schéma marxiste, alors que la FGDS reste beaucoup plus empirique et soucieuse de ne pas casser l'un des ressorts principaux du progrès économique qu'est la responsabilité plus encore que le profit".*

C' est donc à la responsabilité de la gestion de l'entreprise capitaliste que l'on va convier les travailleurs, en leur laissant sans aucun doute le droit de “contestation" sur la part des salaires qui leur sera attribuée par le plan?

Le voilà donc le fameux CONTRE-PLAN que la CFDT proposait à ses militants sous le titre "une proposition de stragédie commune aux organisations du monde ouvrier dite contre-plan. **(3)**

Plus que le FRONT POPULAIRE de 1935 qui, s'il avait un programme étriqué par rapport aux possibilités révolutionnaires du moment, le CONTRE-PLAN de la FGDS et du PC (et CFDT) réunit dans un langage de pseudo-PLAN DEMOCRATIQUE de la GAUCHE une STRAGEDIE REACTIONNAIRE qui vise à l'intégration totale et définitive de la classe ouvrière dans l'état capitaliste.

Pour le PC c'est l'image même des syndicats russes, organisme d'application du plan.

Pour la CFDT c'est l'image pieuse de l'application de la DOCTRINE SOCIALE de l'EGLISE et en particulier de l'encyclique "RERUM NOVARUM":

"Nécessité de l'UNION des CLASSES, car il ne peut y avoir de CAPITAL sans TRAVAIL, ni de-TRAVAIL sans CAPITAL, "les devoirs de l'OUVRIER étant: fournir le travail auquel il s'est librement engagé (?) *fuir les violences et les hommes pervers qui lui suggèrent des espérances exagérées..."*

Quant à la FGDS, le parti marxiste qui semble en être l'élément moteur, la SFIO nous avait habitué à plus de distinction quant à la LUTTE DE CLASSES et à l'UNION des CLASSES.

L'arsenal de textes législatifs issus, malgré tout, du FRONT POPULAIRE, laissait par ses dispositions le libre jeu de la CLASSE OUVRIERE organisée en tant que telle dans les syndicats, la SFIO avait largement contribué à son élaboration.

Les COMITES D’ENTREPRISES fruits de la collaboration des 3 forces politiques que nous retrouvons ici: PC, SFIO, CFDT (succédant au MRP), en 1945 ne sont que l'image grotesque et hideuse de la dilution des syndicats dans la collaboration de classes par l'intermédiaire des textes sur l'intéressement (ordonnances, 1967) et de la reconnaissance de la SECTION SYNDICALE d'ENTREPRISE (Accord FGDS-PC).

Il est évident que cette forme d'intégration n'a aucun point commun avec l’AUTO-GESTION des entreprises par les travailleurs; celle-ci n'est pas possible dans le cadre du régime capitaliste. Le droit de "regard" sur la comptabilité des entreprises n'est qu'un leurre, les ouvriers le savent bien.

Il est curieux de remarquer que l’accord FGDS-PC demande l'abrogation des ORDONNANCES sur la Sécurité Sociale, mais reste muet sur celles concernant l'EMPLOI et l'INTERESSEMENT des travailleurs à l'entreprise! Les conversations seraient peut-être en cours?

(3) “CONTRE-PLAN ET SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE”, *L' ANARCHO-SYNDICALISTE n° 69 (Aout-Sept-67).*

Ou alors elles auraient déjà eu lieu entre le GOUVERNEMENT GAULLISTE et les ORGANISATIONS de la Classe ouvrière, en particulier les CONFEDERATIONS?

- L ' INTEGRATION SOCIALE : On peut la distinguer de l'intégration économique qui lie les travailleurs sur le plan économique: l'intégration sociale lie les travailleurs par leur propre organisation syndicale.

Les Syndicats ouvriers sont pratiquement prisonniers des PARTIS FRERES et, même si la tutelle de la SFIO sur le confédération CGT FORCE-OUVRIERE est plus souple que celle du PC sur la CGT, la convergence se rétablit lors des grandes options réformistes.

Mais, cette tutelle n'est pas suffisante : la CLASSE OUVRIERE, même muselée, représente une force telle que le processus d'intégration s'étendra plus loin dans les syndicats:

INSTITUTIONS ET DEFENSE DES LIBERTES; TITRE 1 SUR LES INSTITUTIONS; CHAPITRE 2; Dans le domaine des libertés collectives par:

"b- La reconnaissance des Sections Syndicales et la garantie du plein exercice des libertés syndicales dans l'entreprise, l'élargissement du pouvoir des comités d'Entreprise, l'égalité des organisations syndicales au regard des subventions de l'Etat et dans la reprséentation aux institution nationales européennes et internationales".

La reconnaissance de la SECTION SYNDICA.LE d'ENTREPRISE est une idée de la CFDT, elle conduit à la conclusion d'Accords parfaitement rétrogrades et représente l'échelon syndical qui manquait pour l'intégration des travailleurs à l'Entreprise pour l'application de l'ordonnance gaulliste sur l'INTERESSMENT des TRAVAILLEURS à l'ENTREPRISE.

Quant à l'égalité devant les subventions de l'Etat, ce n'est même plus la peine de lA réclamer, elle- sera à la hauteur de la politique d'intégration à l'Etat suivie par les différentes confédérations. La compétition semble déjà ouverte à ce niveau.

Mais, il y a plus grave:

2ème PARTIE, TITRE II; PRINCIPE D'UNE POLITIQUE DEMOCRATIQUE:

"Subordonnée à la réalisation des objectifs de progrès social, elle assurera progressivement le plein emploi et la satisfaction des besoins individuels et collectifs authentifiés par les grandes revendications populaires, et elle garantira et développera, les droits fondamentaux des travailleurs et de leur famille".

Voilà une curieuse condition élaborée par ceux-là mêmes qui se proposent de gagner le POUVOIR. Les revendications des travailleurs devront, elles aussi obtenir le "label" être authentifiées comme dit l'Accord. Mais qui va décerner le "label"?

Sans aucun doute: la gauche au pouvoir?

Ainsi les ouvriers n'ont même, plus le droit de revendiquer leur indépendance de Classe par rapport au POUVOIR: il ne leur reste plus que le droit à la "contestation" démocratique (et Sociale) dans le cadre des grandes revendications populaires (et républicaines) établies par le PC et la FGDS.

Pour conclure nous citerons:

"Dans le cadre de la constitution de 1958 (amendée) la FGDS entend que le gouvernement possède les moyens d'agir avec continuité et efficacité...

Le PCF qui a voté contre la constitution de 1958, ne fait pas de l'abolition de celle-ci la, condition d'une entente avec les autres partis de la gauche ... Il se prononce pour un gouvernement fort et stable capable d'appliquer le programme voulu par la majorité du peuple..."

Ainsi le circuit est bouclé: la FGDS reste dans le cadre de la constitution de 1958 (amendée). Le PCF se prononce pour un POUVOIR FORT ET STABLE. L'après-gaullisme est assuré dans le cadre terne, mais doré, du régime capitaliste.

Plus que jamais la parole reste aux travailleurs.

SALAIRES ET HIERARCHIE ...

Situons l'étude ci-dessous: il s'agit d'une usine de produits chimiques de Province - défavorisée par l'éloignement de tout centre important - et où la main d'oeuvre venue de la campagne environnante est sans tradition de lutte ouvrière.

Le tableau donne la répartition des salaires des trois catégories composant le personnel de l'usine (pour février 28 j):

	Nombre	Salaire total	Salaire Moyen
Cadres	97	442.911,70	4.566,10
Mensuels	440	417.489,60	948,84
Ouvriers ;	450	395.064	877,92

Les 97 cadres comprennent: La Direction - La recherche - Les études et les services commerciaux.

Parmi ces privilégiés il y a environ un cinquième de super-privilégiés (PDG, SG-, etc..) .dont les "émoluments" dépassent les 10.000 fr mensuels.

Les 440 "mensuels" vont de l'ouvrier qualifié payé au mois, et de la dactylo, à l'agent de maîtrise enfin de carrière dont le salaire est supérieur à 2.000 fr.

Les 450 horaires comprennent les ouvriers d'entretien, manoeuvres et postés qui effectuant les 3x8 ont des majorations de nuit (plus de 300).

Les cadres qui sont 10% s'approprient 35% des salaires C'est beau la hiérarchie.

L'ensemble des travailleurs, de la base a senti depuis longtemps cette flagrante injustice dans la répartition de la "masse salariale", malgré son inculture.

Aussi depuis plusieurs années les revendications ont toujours eu pour objectif une augmentation uniforme pour tous.

Les résultats obtenus ont été à un certain point de vue positifs. Toutes les organisations syndicales ne se sont intéressées, sous la pression de la base, qu'a cette uniformité de la revendication.

L'examen du tableau montre que l'ensemble des mensuels et des horaires a subi un "tassement" dans la hiérarchie. Ce qui était et reste le but à atteindre.

Néanmoins, la direction a toujours refusé une augmentation qui porterait trop gravement atteinte à la hiérarchie, même pour ces deux catégories. Et une augmentation en pourcentage est toujours venue atténuer les effets de l'augmentation uniforme: il ne faut donc pas se leurrer sur l'importance de cet acquis. En fait le tassement n'a joué que sur un tiers ou au plus deux cinquièmes du personnel ; le plus défavorisé bien sûr.

En ce qui concerne les 97 cadres supérieurs, leur situation est hors de questions: les augmentations qu'ils s'octroient ne tendent bien sûr pas à resserrer l'éventail.

Du reste, avant chaque mouvement revendicatif ils se sentent solidaires de la "Société" et de son Conseil d'administration.

Ce qui est important - et unitaire - c'est la, continuité de la revendication uniforme et antihiérarchique (Nous essaierons d'entreprendre une étude plus fouillée sur les rémunérations réelles par catégories).

LES TRAVAILLEURS N'APPRECIENT PAS TOUS LE BUDGET D'AUSTERITE:

C'est en Angleterre que ça se passe, dans ce pays qui a la chance d'avoir un gouvernement "de gauche" au pouvoir:

" Ignorant le budget de sauvetage économique annoncé mardi par le chancelier de l'Echiquier, plus de douze mille camionneurs, conducteurs d'autobus et dockers de la région de Liverpool, mécontents de la politique des salaires qui leur a été appliquée, ont déclenché une vague de grèves qui paralyse totalement cette région.

A Liverpool, l'approvisionnement devient difficile. Il est maintenant pratiquement impossible aux ménagères de trouver du sucre et de longues files d'attente se forment devant les boulangeries... Les premiers responsables de cet état de choses sont 7.500 camionneurs. Depuis lundi, ils ont lancé une grève " non officielle" - elle n'est pas soutenue par les syndicats - pour réclamer un réajustement de leur salaire de base... Jusqu'à présent les réunions entre les chefs des grévistes et les responsables syndicaux n'ont abouti à aucun résultat concret sauf en ce qui concerne les 2.000 dockers du port de Liverpool en grève depuis deux jours qui ont accepté de reprendre le travail".

La voie parlementaire et réformiste vers le socialisme que préconisent en France, tous les politiciens, de la CFDT au PCF réussit pas mal en Angleterre; ce sont les responsables syndicaux qui doivent parlementer avec les grévistes. Pour qu'ils acceptent le plan de sauvetage de l'économie capitaliste. Et pour qu'ils en paient les frais.

Les Britanniques ont le sens de l'humour. Mais certaines plaisanteries ne peuvent se prolonger bien longtemps.

PEDAGOGIE RENOVEE:

De Caen à Amiens, ça colloque dur! Et M. le ministre annonce qu'une commission est créée pour préparer de nouvelles instructions. Comme si une commission et des Instructions pouvaient remuer l'inertie conservatrice des enseignants. Tout ça n'a qu'un aspect négatif: la condamnation de l'enseignement traditionnel. Mais ce qu'on ne peut manquer de remarquer, c'est que les syndicats d'enseignants, eux, ne l'ont pas condamnée cette pédagogie abrutissante du bourrage; les "méthodes traditionnelles " ont encore de beaux jours devant elles.

ABONNEMENTS:

Michel GATINEAU Groupe scolaire Pasteur ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)

C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.